Jeudi 8 mars 1979 – No 1046

BP 61, 75861 Paris cédex 18 CCP 30 226 72 D La Source 1,70 F

l'humanité rouge

Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

Une condition nécessaire

CENTRES de tri en grève, interventions policières répétées, nouveaux centres de tri en grève... Les PTT, c'est comme le reste. Ceux qui nous gouvernent – les Giscard-Barre-Ségard – pour le compte des monopoles qui dominent toutes l'économie du pays, là aussi restructurent et depuis longtemps, pour que les PTT soient un instrument toujours plus efficace entre leur mains : plus rentable.

On automatise, on installe des CTA en proche région parisienne, en province aussi. Et on comprime le personnel, on renforce l'exploitation donc aussi la discipline, c'est-à-dire la répression.

Dans les centres de tri, cela fait des mois que le feu couve et qu'il y a une dure résistance : de Pontoise à la rentrée à Limoges tout récemment.

On se bat. On riposte. Et aujourd'hui c'est comme chez les sidérurgistes, le temps de la colère, contre la répression, pour les effectifs : en plein dans la bataille pour l'emploi.

Quand un centre est en grève, les patrons se débrouillent : circuits parallèles, courriers détournés sur d'autres centres.

Pour un centre de tri, seul en lutte, un succès est bien difficile et de fait, dans les conflits précédents, les postiers n'ont en général pas gagné.

Aujourd'hui, tous les centres de tri de la région parisienne sont plus ou moins paralysés, même si les flics assurent ici et là la « liberté du travail » d'un minimum de jaunes ou de cadres.

Et là, les circuits parallèles, ça ne marche plus !

La lutte des postiers des centres de tri est tout à fait juste, car il est juste de lutter contre l'exploitation renforcée, contre les brimades des exploiteurs, pour des effectifs supplémentaires, pour la titularisation des auxiliaires.

Il est juste que la classe ouvrière riposte aux attaques de la classe patronale, rende coup pour coup à son ennemi !

Et pour que les coups des postiers portent, pour remporter des succès, une condition est certainement nécessaire : c'est qu'ils luttent en même temps, non pas un centre de tri après l'autre, mais tous les centres de tri ensemble.

Cette condition nécessaire, la condition pour un rapport de force suffisant face à l'ennemi la tendance aujourd'hui est qu'elle se remplisse.

C'est déjà le cas dans la région parisienne. De cela tous les travailleurs doivent se réjouir, car un succès des postiers serait un succès pour tous les travailleurs.

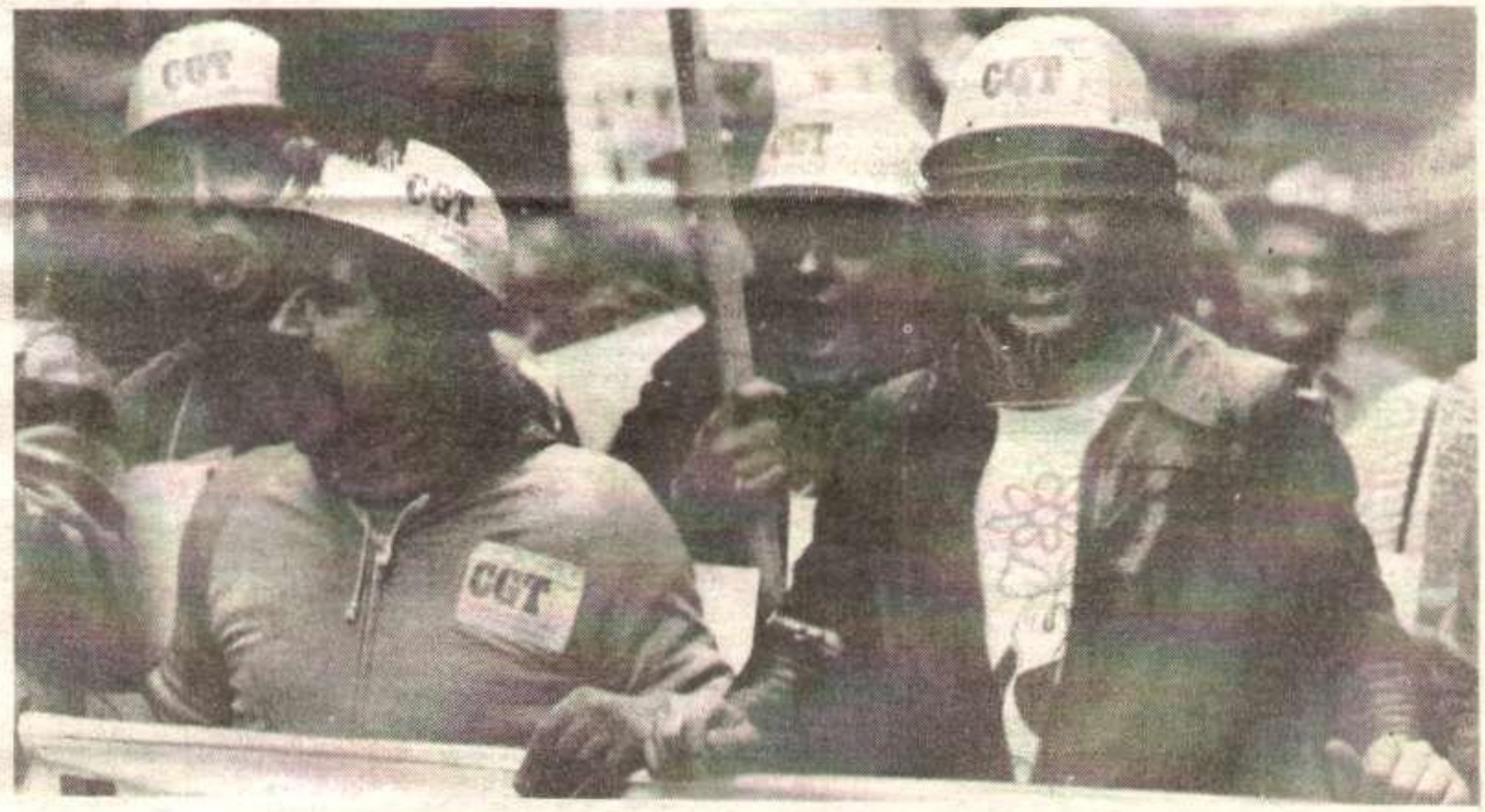
Dans tous les centres les revendications sont les mêmes, les problèmes sont les mêmes et le patron le même : l'État capitaliste.

Lutte unie de tous les centres de tri, contre la répression, pour des effectifs permettant des conditions de travail convenables !

Gilles CARPENTIER

Cheminots, postiers, sidérurgistes, SFP :

Le refus des licenciements et de l'austérité



Voir pages 3, 4, 5

SFP

Les grévistes maintiennent la pression

Chaque jour, les travailleurs de la SFP passent à l'action pour que l'intersyndicale négocie avec un bon rapport de forces.

Les responsables syndicaux étaient reçus par le PDG, Clermont-Tonerre qui devait apporter des précisions quant au volume de production capable d'utiliser les trois mille travailleurs de la SFP.

— Qu'ont fait les grévistes ?

Mardi 6, avec l'affiche « Vous avez payé la SFP, nous la ferons vivre », ils ont fait irruption sur un plateau de direct à Bry-sur-Marne. Après quelques secondes à l'antenne, Cognacq-Jay a coupé et passé la diapositive « *Antenne 2* ». L'émission a été arrêtée pendant deux heures puis supprimée.

TOUTE UNE SERIE D'ACTIONS

Peu de temps après, dans l'après-midi, à Rueil-Malmaison, une centaine de grévistes envahissaient le plateau d'un tournage sur l'accordéon avec Jacqueline Huet. Les grévistes avaient à cœur d'empêcher ce tournage car il était effectué par une boite privée, anti-grève, qui s'était distinguée il y a quelques mois en filmant le championnat du monde de gymnastique, à la place de la SFP, pendant que ses travailleurs étaient en grève. Le car vidéo s'est vu bien décorer par plusieurs bombages du genre « *Pas un seul licenciment à la SFP* » « *SFP vivra* » « *ORTF ça continue* » etc.

Les marxistes-léninistes de la SFP.

Les élections en Espagne

Quel avenir ?

NOUS avons vu hier en quoi les élections en Espagne de jeudi dernier ont été un succès pour le parti actuellement au pouvoir, l'UCD de Suarez et comment les fascistes ont réussi un résultat inquiétant en se faisant élire trois députés. C'est aujourd'hui les résultats des autres formations qui sont analysés, échec du parti socialiste, le PSOE, stabilité du PCE et surtout la forte poussée des mouvements indépendantistes.

Le PSOE a connu un échec d'autant plus retentissant qu'il était concevable qu'il obtienne un score au moins égal à celui de l'UCD. Plusieurs raisons à cet échec. Bien sûr, la campagne forcenée du gouvernement a pu porter ses fruits mais il y a d'autres faits plus fondamentaux. Depuis quelques temps, pour paraître plus crédible, plus acceptable aux yeux des capitalistes, le PSOE s'était teinté d'une couleur franchement social-démocrate. Cette attitude, qui a provoqué maints problèmes au sein même des militants du PSOE lui a coupé bon nombre de voix ouvrières. Il ne faut pas oublier que traditionnellement, le parti socialiste espagnol est plus à gauche que le PS français, et que, par exemple, la référence au marxisme demeure toujours, au moins dans les termes, dans les statuts du parti.

Par ailleurs, tout comme le PCE, il s'est compromis dans un pacte social, d'alliance avec le gouvernement dont le but officiel était d'enrayer le chômage mais qui a eu des conséquences inverses.

Le PCE, quant à lui, est resté stable au niveau du nombre des voix. Cette stabilité représente, dans les faits, un échec. Le PCE avait en effet expliqué sa relative faiblesse aux élections législatives précédentes de juin 1977 (aux alentours de 10 %) du fait de sa récente légalisation. Les dernières élections ne lui ont pas permis de remonter ce score.

LA POUSSÉE DES INDÉPENDANTISTES

Mais le fait le plus important de ces élections est assurément la montée du mouvement indépendantiste. Ainsi, au Pays Basque, ou plus exactement dans les provinces de Biscaye et de Guipuzcoa, les deux organisations favorables à l'indépendance ont recueilli à elles deux autour de 20 % des voix. Ce succès incontestable d'organisations qui sont plus ou moins des paravents légaux de l'ETA peut s'expliquer par le fait que l'attitude de l'État espagnol a toujours été jusqu'à présent de refuser de satisfaire les revendications du peuple basque (*). Ce succès s'est également fait aux dépens du parti national basque, représentant des intérêts de la bourgeoisie locale qui, depuis deux ans qu'il est représenté au Parlement, n'a pu aboutir à aucun résultat positif.

En Andalousie, un parti extra-parlementaire, le parti socialiste d'Andalousie, a recueilli cinq députés. Soutenu, sous tous les plans par l'URSS, ce parti revendique l'indépendance pour cette région. La raison de ce succès réside dans le fait que l'Andalousie est une région très défavorisée où règne un chômage considérable. Bien des villages y ont atteint le seuil de la misère. Remettant en cause plus le centralisme que le fondement du capitalisme de l'Etat, le PSA prône l'indépendance.

UN AVENIR CALME ?

A quoi peut aboutir ce nouveau rapport de forces au sein du Parlement ? Beaucoup de commentaires insistent sur le fait qu'on s'achemine vers l'installation et le renforcement d'une démocratie bourgeoise comme nous pouvons la connaître en France. Effectivement, le succès de l'UCD peut conduire à de telles conclusions, mais ce n'est voir là qu'un aspect des choses.

En effet, la montée des partis indépendantistes ne sera pas sans conséquence pour l'avenir du pays. Que va faire l'ETA ? S'en tenir à des pressions d'ordre politique pour aboutir au statut d'autonomie revendiqué par le peuple basque ou va-t-il poursuivre sa politique terroriste, au risque de prolonger ainsi et même aggraver la poids des fascistes et de leur propagande ? Comme on le voit, tout n'est pas si simple et la bataille pour la démocratie, même bourgeoise, n'est pas terminée.

(*) Nous reviendrons sur ce sujet prochainement.

Evelyne LE GUEN

L'ORT (Organisation révolutionnaire des travailleurs), parti marxiste-léniniste d'Espagne a organisé 400 meetings et réunions dans la région de Madrid. Ils ont réuni jusqu'à 30 000 personnes.

LA CAMPAGNE DE L'ORT

Le reportage effectué en Espagne à l'occasion des élections législatives a permis également de suivre la campagne des camarades de l'ORT, l'Organisation révolutionnaire des travailleurs. Pour ces élections, l'ORT a organisé pas moins de 400 meetings et réunions dans la région de Madrid. Le plus important a eu lieu à Madrid moins de deux semaines avant les élections : il a ressemblé 30 000 personnes.

Le travail gigantesque effectué par l'ensemble des camarades s'est vu limité pour des raisons d'argent ; un problème qui se pose à tous ceux qui ne comptent que sur leurs propres forces.

Les résultats des élections ont quelque peu déçu les camarades qui espéraient obtenir ne serait-ce qu'un député afin de poursuivre le développement considérable qu'a connu le parti récemment. Toutefois, à Madrid, l'ORT a recueilli 45 000 voix et en Navarre, 10 000 voix, soit 4 % des suffrages ; il fallait 5 %...

Cette campagne aura tout de même permis de faire connaître davantage le parti, notamment dans les régions où l'implantation est plus faible.

Aujourd'hui, l'ORT se prépare pour la bataille des municipales. A l'heure actuelle, ce sont toujours les maires nommés par Franco qui sont en place. C'est pourquoi ces élections attirent particulièrement l'attention, peut-être plus que les législatives même si l'avenir du pays n'est pas en jeu à cette occasion.

Italie

C'est coincé dans les hautes sphères

LA crise politique se poursuit en Italie où le républicain La Malfa a renoncé à former un gouvernement. La crise avait été ouverte par l'exigence du PCI d'entrer au gouvernement et par le retrait de son soutien au gouvernement démocrate chrétien d'Andreotti. Si la situation devait rester ainsi bloquée, des élections générales pourraient être organisées en mai prochain.

Conflit sino-soviétique

La Chine bientôt à l'OPEP ?

LA Chine serait prête à entrer dans l'OPEP. C'est le ministre chinois de l'industrie, Zhang Weahin qui vient de le révéler. Avec une production annuelle de 100 millions de tonnes, mais surtout de très grandes réserves, la Chine pourrait devenir rapidement l'un des « grands pays producteurs ». Elle se situe déjà au-dessus du Koweit.

Encore une fois la Roumanie brave l'URSS

LUNDI 5 mars, le représentant de la Roumanie à une réunion du Comecon (l'organisation économique d'Europe de l'Est dominée par Moscou) a tenu à faire savoir à la presse que son pays ne s'était pas associé à la rédaction d'un communiqué dénonçant « l'agression chinoise » au Vietnam. Il a souligné que la Roumanie est favorable à des négociations sino-vietnamiennes pour régler les différends.

Une nouvelle fois, la Roumanie montre ainsi qu'elle prend ses distances vis-à-vis de la politique internationale de Moscou. Déjà au moment de l'agression vietnamienne contre le Cambodge, la Roumanie avait refusé d'emboiter le pas à l'URSS qui soutenait à fond le Vietnam : elle avait insité sur la nécessité de *« retirer toutes les forces militaires du territoire kampuchean et de laisser le peuple kampuchea garantir le développement socialiste de son pays selon son propre désir et ses propres aspirations »*.

Cuba

«Encore 15 ou 20 ans pour résoudre nos problèmes économiques»

«IL nous faudra encore quinze ou vingt ans pour résoudre nos problèmes économiques » affirme dans une interview au journal *Bohemia* le ministre-président de la junte de planification de Cuba, Humberto Perez. Tel est le constat d'échec que fait le gouvernement cubain de la situation économique, vingt ans après la révolution. Et d'expliquer que les Cubains devront encore quelques années accepter le rationnement alimentaire à cause des *« répercussions de la crise économique du monde capitaliste »*.

Cuba en prend-elle le chemin ?

Il faut tout d'abord remarquer que Cuba, comme tous les amis de Moscou, a plutôt l'habitude d'expliquer les graves situations économiques dans les pays du tiers monde par *« les régimes néo-coloniaux en place »*. Mais ce qui s'applique pour les autres ne doit pas s'appliquer à eux.

Il est exact que la baisse internationale du prix du sucre n'est pas pour rien dans les actuelles difficultés cubaines. Mais est-ce bien là la raison principale ?

Comme tous les pays soumis à l'impérialisme de par le monde, l'économie cubaine est fondée essentiellement sur la monoculture : celle de la canne à sucre. Ce n'est pourtant pas d'hier que l'on sait que la diversification des productions agricoles est le meilleur moyen de se libérer de la tutelle des marchés extérieurs. La canne occupe 37 % de la surface cultivée de l'île. Ensuite, il faut noter qu'une grosse partie de la production sucrière cubaine est directement achetée par l'URSS à un prix inférieur au cours mondial.

Enfin et surtout, on peut légitimement se demander à combien revient au peuple cubain l'utilisation de son armée comme corps expéditionnaire en Angola, en Ethiopie et aujourd'hui au Cambodge, et ce, au profit des maitres de Moscou ?

Le voyage de Carter au Moyen-Orient

Carter joue son va-tout

Obligé de descendre de son piedestal et de faire le globe-trotter. Voilà où en est réduit le président des USA

L'ANNÉE a vraiment mal commencé pour Jimmy Carter. A l'intérieur, sa politique économique ne cesse de multiplier les oppositions, quant à sa politique étrangère, elle essuie échec sur échec. Ce fut d'abord l'effondrement du régime du Shah, puis l'assassinat de l'ambassadeur en Afghanistan et pour couronner le tout l'accueil glacial des Mexicains, assorti des semonces de leur président, Lopez Portillo. **Et maintenant ses projets au Moyen-Orient lui causent bien des soucis.**

Se souvenant de son succès en septembre dernier lors de la conférence de Camp David qui avait laissé croire qu'un accord allait se conclure dans les trois mois entre Begin et Sadate, Carter a récemment convoqué un « Camp David No 2 » réunissant les ministres des affaires étrangères israëlien et égyptien. Hélas pour lui, ça n'a pas marché et il n'a pu obtenir que Sadate se dérange pour un « Camp David No 3 ».

BEGIN AU SECOURS DE CARTER

Pour éviter à son ami Carter un fiasco complet, Begin a quand même fait le voyage à Washington, mais les choses se présentaient mal et on parlait déjà d'échec. Alors, tel un illusionniste, Jimmy Carter vient de sortir un nouveau lapin de son chapeau : il part pour le Moyen-Orient y rencontrer Sadate avant de se rendre à Jérusalem. Cela prouve toute l'importance qu'il attache à la conclusion positive de ses efforts en vue d'imposer un règlement israëlo-égyptien.

Pour les Etas-Unis en effet, la crise iranienne se traduit par l'effondrement d'un allié dont la puissante armée constituait une garantie pour la sécurité de leurs intérêts dans la région.

Pour faire face à cette situation, le projet de Carter est de parvenir à la création d'une entente entre Israël et l'Egypte qui, espère-t-il, établirait le calme dans la région, bien sûr aux dépens des Palestiniens. Une fois de plus, il est très vraisemblable qu'il en sera pour ses frais.

QU'IL EST DIFFICILE DE RESTER PRESIDENT !

L'échec risque d'être d'autant plus cuisant qu'il attend beaucoup de son initiative. Le communiqué officiel est fort explicite à cet égard : « *Le président juge impossible de permettre que les perspectives de paix si brillantes en septembre dernier puissent s'affaiblir et peut-être même disparaître. Sinon l'histoire et nos enfants auront raison de nous condamner.* »

Dans l'immédiat, ce sont ses supporters dans son propre parti qui se préparent à condamner Carter. Plusieurs comités anti-Carter viennent de se constituer au sein du parti démocrate pour faire barrage à sa réélection en 1980. C'est aussi une des raisons qui le pousse à prendre des initiatives spectaculaires dans l'espoir de faire remonter sa cote de popularité qui se trouve actuellement au plus bas.

Les sidérurgistes d'Usinor Denain ont bloqué hier l'autoroute de Bruxelles. Ils étaient 2000 et des affrontements ont eu lieu avec les forces de l'ordre..

PTT-Région parisienne

Poursuite de la grève dans les centres de tri

Mardi soir, à 20 heures, heure de prise du travail, les agents de la brigade D se réunissaient en assemblée générale et décidaient l'occupation du centre qui devenait aussitôt effective. Mercredi matin, la brigade A votait elle aussi l'occupation alors qu'à quelques centaines de mètres de là, six cars de policiers étaient stationnés.

Dernière minute Paris-Brune

– **Pontoise, centre de tri : les CRS sont intervenus contre les grévistes et les ont pourchassés, les contraignant à se réfugier dans les locaux syndicaux.**
– Paris-Brune : occupation.

Conflit sino-vietnamien

Les autorités vietnamiennes acceptent enfin le principe de négociations

ALORS qu'elle subissait pendant des mois incursions et provocations des Vietnamiens, la Chine a toujours mandé, en faisant preuve me grande modération, uverture de négociations, il moyen, selon elle, de gler les problèmes, y comis les problèmes frontars entre pays voisins. Lorsqu'elle a déclenché e contre-attaque, le 17 rier, pour montrer par e ferme riposte que sa enue n'était pas de la faisse, elle a encore une is déclaré qu'elle était ujours prête à négocier s que les autorités vietmiennes le voudraient. Sa contre-attaque, elle expliqué, n'avait d'autre t que d'amener le gournement vietnamien à our de telles négociations ur pouvoir enfin rétablir ix et tranquillité sur la ntière sino-vietnamienne. A nouveau, le 1er mars, is en annonçant la déci-n prise unilatéralement retirer ses troupes, après oir infligé quelques cuintes défaites aux troupes tnamiennes, le gouvernement chinois, avec une grande persévérance, a réitéré ses propositions de négociations.

Jusqu'à présent, les autorités vietnamiennes s'étaient obstinées à refuser, n'hésitant pas à enfreindre le profond désir de paix de la population et sa traditionnelle amitié avec le peuple chinois. En annonçant la mobilisation générale, in extremis, au moment même ou la Chine avait décidé le retrait, le gouvernement vietnamien a voulu tenter une fois de plus de mettre l'opinion internationale de son côté.

Il aurait voulu se donner le beau rôle en faisant mine de repousser les troupes chinoises et en continuant à crier à l'invasion.

Mais la réalité est trop difficile à cacher longtemps. L'armée chinoise est bel et bien en train de se retirer ; il n'était plus possible de tergiverser : un porte-parole du ministère des Affaires étrangères de Hanoï a annoncé que son gouvernement était disposé à entamer des négociations après le retrait de l'armée chinoise.

Cheminots en grève

LES 250 000 cheminots sont en grève depuis mardi 20 heures et jusqu'à jeudi matin 6 heures à l'appel des sept syndicats. Il s'agit de protester contre le nouveau contrat d'entreprise qui sera signé mercredi entre l'Etat et la SNCF. Ce contrat provoquera la suppression de 20 000 à 30 000 emplois au cours des quatre prochaines années.

Aucun train ne circulera donc durant les 34 heures de cette grève. Une manifestation est prévue mercredi devant le ministère des Transports.

Cette grève a le soutien des aiguilleurs du ciel d'Aix-en-Provence, du personnel du fret d'Air-Inter et de celui de la RATP.

Sidérurgie

8500 licenciements confirmés à Sacilor-Sollac

MARDI , 2 000 sidérurgistes ont bloqué l'autoroute Paris-Bruxelles près de Valenciennes. Ensuite, ils se sont rendus à la frontière belge où ils ont subi les attaques des forces de l'ordre (photo ci-dessus).

Pendant ce temps, Mayoux, PDG de Sacilor-Sollac, confirmait, au cours d'une réunion avec les syndicats, le licenciement de 8 500 personnes. En outre, il a annoncé la fermeture de l'aciérie d'Hagondange en 1983. D'ici quatre ans, 3 500 emplois y seront supprimés.

Aiguilleurs du ciel

Solidarité avec les cheminots

LE personnel du centre de contrôle régional d'Aix-en-Provence (les aiguilleurs du ciel) est en grève depuis mercredi 7 mars. Rien n'ayant été obtenu cet été, il a été décidé de mettre à profit la grève des cheminots du 7 pour lancer une grève du zèle pour le personnel n'ayant pas le droit de grève et une grève tout court pour le reste du personnel.

Un tract commun a été fait entre les cheminots CFDT de Marseille et le personnel du centre régional d'Aix-en-Provence. En voici un extrait :

« Les travailleurs du rail et de l'aviation civile décident de rester en contact pour saisir toute occasion de jonction permettant le nécessaire développement de l'action de masse pour mettre les plans de l'Etat-patron en échec ».

Cette grève de solidarité permettra de faire échec aux tentatives de faire transporter le courrier des entreprises par l'aviation dans cette région.

Rappelons les revendications des aiguilleurs du ciel :
– Droit de grève pour ceux qui ne l'ont pas ;
– Augmentation des effectifs ;
– Intégration des primes au salaire pour le calcul de la retraite ;
– Les 35 heures pour le personnel administratif et ouvriers d'Etat ;
– Titularisation des vacataires et auxiliaires ;
– Augmentation des salaires ;
– Non au démantèlement de l'aviation civile et au passage des petits terrains aux chambres de commerce dont les conséquences seront pour le personnel la dégradation des salaires, des acquis et des conditions de travail ;
– Amélioration du déroulement de carrière.

Interview de délégués CGT-CFDT de Trappes

«Il faut partir au bon moment et il se trouve que c'est maintenant»

Démarrage de la grève et intervention des CRS

Ici, des grévistes devant le centre de tri d'Evry (Essonne). Derrière eux, on aperçoit des policiers.

– HR : Quelles sont les raisons de la grève ?

Le départ, c'est une enquête administrative, qu'un inspecteur a infligé à un de nos camarades, changé pour la cinquième fois de position de travail dans la nuit et qui a refusé ce nouveau changement. Ce n'est que la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. C'était latent : depuis quelques temps, au niveau des sanctions, ça commençait à aller fort, aucun dialogue encadrant/ exécutant n'était plus possible. Le contrôle des cadences s'est appesanti, des congés annuels, des repos compensateurs étaient refusés.

C'est le problème des effectifs qui ressortait : il n'y a pas assez de monde, les encadrants font la chasse aux temps morts, changent les gars plusieurs fois de positions, si le gars refuse c'est la sanction, jusqu'à ce que ça craque. Aujourd'hui, l'incident est oublié, à travers lui, les travailleurs ont pris conscience du manque d'effectifs...

– **HR : Concrètement, comment la grève a démarré ?**

En revenant de la pause à une heure du matin, on a trouvé un inspecteur de la direction (INPAD) en train de faire une enquête administrative en rapport avec l'incident dont on t'a parlé. Il a été dit que les sections syndicales avaient été débordées, que c'était un mouvement spontané. C'est faux. Dès le départ, les deux sections CGT-CFDT, ont demandé à ce que l'agent qui allait être interrogé par l'inspecteur soit assisté syndicalement.

Refus de l'inspecteur : les deux sections ont alors décidé d'en référer à l'assemblée générale de l'ensemble des travailleurs. Ça s'est fait dans les dix minutes suivantes. Les gars ont dit « pas normal que le copain soit seul » en face d'un chef. La brigade va aller en délégation de masse dans son bureau demander à ce qu'il soit assisté syndicalement. Nouveau refus. Nouvelle réunion à la cantine, on a décidé d'arrêter le boulot, et on est allé chercher notre camarade dans le bureau de l'INPAD, parce qu'on ne voulait pas qu'il reste seul avec lui. C'est parti comme ça. On a attendu 5 h 30, l'arrivée des brigades de jour. La grève y a été votée à la majorité mais on n'a pas empêché les non-grévistes d'aller travailler et la même chose s'est répétée dans toutes les brigades.

L'INTERVENTION DES CRS

– **HR : Comment s'est passée l'intervention des CRS ?**

Très rapide. Dès le lendemain 6 heures. Le courrier à partir du moment où il rentre dans le centre de tri, on sait où il est. S'il ne rentre pas, il est déversé (dirigé) sur les centres de Nanterre, Montparnasse, Brune où il suffit de changer le code des machines pour qu'il puisse être traité.

Nous, on laissait entrer tout le courrier mais par contre pas question que les camions sortent. Donc, 36 heures après le début de la grève, les CRS interviennent contre le piquet de grève pour faire évacuer le courrier du centre (traité et non-traité). Puis ils partent, ils ne voulaient pas que les non-grévistes qui commençaient à midi les voient.

Alors, dès leur départ, on est venu et quarante huit heures après, nouvelle intervention. A quatre reprises, ils sont intervenus. Les deux premières fois, ils ont réussi à faire sortir le courrier, la 3e et 4e fois, on a occupé les quais, leur action était inefficace puisque le courrier ne pouvait pas partir. D'où leur 5e intervention...

Problèmes à résoudre pour bâtir le rapport de force

La solidarité

– **HR : Comment avez-vous fait pour réaliser l'unité syndicale?**

Ici, il y a beaucoup de jeunes et c'est la première fois qu'ils se syndiquent. Ils ne connaissent pas les querelles syndicales, d'autant plus qu'au niveau des centres de tri, quand on fait quelque chose, on le fait ensemble, les deux syndicats. Et puis, ici, on se situe au niveau des sections locales et, à la limite, de la politique confédérale, ils s'en foutent. Nous, ici, on ne fait pas de syndicalisme de bureau. Bien sûr, à l'intérieur des sections, il y a certains militants qui connaissent tous ces problèmes-là et en discutent entre eux, mais devant l'ensemble des travailleurs, c'est le problème des conditions de travail qui prime...

LES DIFFICULTÉS ACTUELLES DE LA LUTTE

– **HR : Quelles sont les plus grandes difficultés que vous rencontrez actuellement ?**

Au niveau financier, au niveau de la coordination des luttes et au plan syndical, depuis qu'on a quitté le centre. En effet, ça ne s'est plus cantonné au niveau des sections locales, c'est arrivé au niveau des UD.

A partir du moment où c'est une lutte prise en charge par les sections et qu'elle est transplantée hors de son milieu naturel, le centre de tri, elle ne sait plus où aller et elle se retrouve ici à la maison des syndicats.

Nous, à la CFDT, parfois on l'a ressenti comme ça, qu'à certains moments, la prise en charge de l'action commençait à échapper à la CGT du centre de tri et qu'il y avait une trop grande mainmise sur les affaires de la part de l'UL et de l'UD.

Plusieurs intersyndicales nous ont permis de faire le point et maintenant tout est rentré dans l'ordre. Les sections locales ont assumé la lutte jusqu'à présent, et elles doivent continuer.

La différence entre ici et le centre de tri, c'est qu'au centre de tri, il y avait une disponibilité, une permanence au niveau du local syndical d'un noyau actif de grévistes qui était capable d'appréhender tous les points, dans l'ordre où ils arrivaient. Il suffisait qu'on ait une information pour qu'elle passe immédiatement, qu'elle soit traitée dans le cadre des grévistes et qu'automatiquement on ait la possibilité de réagir.

Ici, de par les locaux, il n'y a pas la même possibilité de créer une permanence et on n'agit que par tranches successives. Ici, c'est à 8 heures, puis prochain temps fort telle heure, le problème c'est de garder le contact, y compris avec les autres centres de tri.

LES REVENDICATIONS DES GRÉVISTES DE TRAPPES :

- **L'augmentation des effectifs (au niveau national 50 000 de plus).**
- **35 heures par semaine pour les brigades de jour et 30 heures en nuit.**
- **Un règlement intérieur (fixe les positions de travail, son absence, permet à l'administration de camoufler le manque d'effectifs).**
- **500 F de prime mensuelle de vie chère dans la région parisienne. Les grévistes ont l'intention de faire une plate-forme revendicative à partir de tous les plate-formes revendicatives locales, après les avoir synthétisées.**

TRAVAIL DE POPULARISATION

– **HR : Quel travail faites-vous en direction des non-grévistes ?**

Dès le départ, on leur a expliqué la situation telle qu'elle était exactement. On a chiffré le manque d'effectifs : il en manque 135 et la direction nous en propose 4 !!!

Avec l'intervention des CRS, ils espèrent faire venir retravailler les non-grévistes et récolter les gars petit à petit. Maintenant le dialogue est rompu avec eux du fait de la police. L'autre soir, on a essayé d'intervenir au mégaphone, mais on a dû partir à cause des flics.

A la limite, maintenant, je me demande si ce ne sont pas des non-grévistes irréductibles. Quand pour travailler, tu dois signer entre deux flics, si à ce moment-là, il ne se produit pas un déclic dans la tête, aucune parole ne pourra remplacer cette image-là. Il faut signaler aussi qu'ici, certains syndiqués de FO ont rejoint le mouvement, mais les tracts de FO sont de véritables torchons. A Evry, où ils sont en grève à 100 %, FO s'est associé au mouvement.

QUEL SOUTIEN APPORTER ?

– **HR : Quel soutien demandez-vous, en particulier aux autres postiers ?**

Ce que l'intersyndicale CGT-CFDT d'ici demande aux camarades des CT de banlieue et de Paris, c'est un soutien actif qui se manifeste par la grève. Après le refus des directions départementales et régionales de négocier, c'est seulement une action au niveau régional qui est envisageable pour faire ouvrir des négociations immédiates. Les centres de tri de province commencent à se manifester : il y a eu des assemblées générales à Nice, Marseille. A Lyon RP, ils partiraient aussi en grève à partir de mardi midi, sur des problèmes locaux. Il y a demande d'information de la part de la province et ils ont les yeux tournés vers les bureaux-gares parisiens qui ont encore un gros impact psychologique.

En 1977, il y a eu l'affaire Llamas à Créteil. C'était la première fois que les CRS intervenaient dans un centre de tri de banlieue. Ça a fait jouer la corde sensible dans les autres centres de tri. Maintenant, les gens commencent à être habitués à voir la police intervenir dès qu'il y a une grève, ils s'habituent, c'est dangereux.

– **HR : Vous voyez autre chose à ajouter ?**

Oui, nous on n'est pas d'accord pour attendre le 28 mars (journée de grève prévue par la CGT et la CFDT) et ces journées d'action dont on doute beaucoup de l'efficacité. On doute beaucoup de l'efficacité d'une action ponctuelle pour gagner sur la question des 35 heures. Ce n'est pas en faisant grève 24 heures, même si tous les centres de tri la font à 100 % qu'on y arrivera. Si ça peut partir maintenant, si c'est maintenant que la combativité se développe, c'est maintenant qu'il faut y aller, on ne doit pas attendre la journée d'action nationale.

Et les gars le ressentent comme ça, ici et aussi certainement dans les autres centres de banlieue. Il faut partir au bon moment et il se trouve que c'est maintenant...

Photo HR

PTT

Faire échec aux plans du gouvernement

LES centres de tri constituent un point stratégique des PTT : une sorte de gare de triage obligée pour le courrier. S'il est bloqué c'est tout le circuit qui est désorganisé et paralysé. Le souci de parer à de telles éventualités aprés la grande grève de 1974 et de rentabiliser l'entreprise nationalisée PTT : voilà ce qui guide les plans du gouvernement dont nous allons parler maintenant. Nous expliquerons ensuite sommairement pour que nos lecteurs soient mieux à même de suivre et comprendre l'actualité ce qu'est un centre de tri et ce que sont les centres de tri automatique CTA.

Ce qui semble se dégager de la politique de l'administration des PTT c'est une généralisation des centres de tri automatique. Quelles conséquences ? La fermeture des anciens centres, la séparation des marchandises (paquets) du reste du courrier, avec ouverture de CT-paquets spécialisés (comme à Orléans) ou les CTA-paquets, comme celui qui est ouvert à Pantin. Egalement la création d'un réseau national de transport. Régionalisation des services postaux : un centre régroupant en province plusieurs anciens centres départementaux. A titre d'exemple, Orléans-CTA trie le courrier deuxième catégorie du département de l'Eure et Loire (Chartres).

Avec le rapport Nora et la mise en place de la télématique il y aura une diminution du courrier d'entreprise et de service qui sera traité par des procédés télématiques, il y aura également une diminution des titres monétaires, une mécanisation accrue des centres de tri pour augmenter la productivité du travail. Et ainsi une mécanisation dans les transports grâce à ce que l'on appelle la « contenairisation » (transport par container) et de ce fait suppression des trains dits « ambulants » (trains postaux). Sur les grandes distances on y subsituera l'avion ou encore on recourra aux procédés mis en place sur la ligne Paris-Caen. Ici l'administration des postes en cheville avec la SNCF prétend installer sur les trains un postier en remplacemnet du deuxième roulant. Cette mesure suscita il y a de ça quelques mois une grève des cheminots particulièrement déterminée sur ce réseau.

L'utilisation de l'ordinateur est elle aussi prévue pour réguler et diviser le trafic, c'est-à-dire que les sacs postaux seraient suivis électroniquement du départ jusqu'à l'arrivée. En cas de besoin – grève ou accident – on pourrait réaiguiller le sac grâce à l'ordinateur qui aurait dans sa programmation des solutions de rechange palliant aux incidents.

Du point de vue du personnel, cela devrait se traduire par une stagnation, voire une diminution des effectifs, doublée d'une rentabilisation accrue, en particulier par l'adaptation des horaires au flux du trafic et la chasse aux temps morts. C'est ce qu'on observe déjà avec les horaires 17-24 heures dans les CT en remplacement du système des brigades.

Yves LEPIC

Les centres de tri ?

Une sorte de gare de triage

UN centre de tri c'est à la poste ce qu'une gare de triage est à la SNCF. C'est le lieu de passage obligé de tout ce qui transite par les postes. C'est-à-dire tout le matériel de relations et d'échange, si l'on peut dire, d'un département à un autre, d'une région à une autre au niveau national et international.

On peut diviser en quatre groupes ce qui transite par un centre de tri :

– 1. Le courrier des ménages (courrier individuel de M. Dupont à M. Dupuy), le courrier des services (par exemple quand vous recevez une lettre de l'EDF, d'une banque, etc.) et le courrier des industries (à l'intention d'un particulier ou entre elles).

– 2. Les marchandises, ça va du petit paquet au plus gros, inter-entreprises mais également ce qui relève de la vente par correspondance (Quelle, la Redoute, etc.).

– 3. Les journaux et publicités. Celles-ci bénéficient d'avantages tarifaires.

– 4. Les titres monétaires : chèques, mandats et traites.

LES DIFFERENTS SERVICES

Donc un centre de tri joue un rôle très important dans la circulation des marchandises et des capitaux.

Dans un centre de tri, il y a deux grandes activités essentielles (et donc deux grandes catégorie de personnel) : le tri et la manutention.

Le tri des correspondances et des marchandises se fait par destination, il est plus ou moins affiné.

La manutention c'est la répartition des objets triés sur les moyens de transports en fonction des destinations (sacs fermés véhiculés par train ou route).

PÉNIBILITÉ DU TRAVAIL

Le travail est, dans un centre de tri ordinaire, surtout manuel avec une forte proportion de travail de nuit. Les formes d'exploitation sont différentes entre le service général et la manutention. Ce qui caractérise le service général c'est une grande répétitivité du travail. Quant à la manutention-transbordement, c'est la pénibilité physique.

Il existe beaucoup moins de catégories à la manutention qu'au tri, mais les promotions y sont moins nombreuses et plus lentes. A titre de comparaison, un préposé finit sa carrière là où commence un technicien des télécommunications (indice 287).

Les centres de tri sont également caractérisés par une grande tradition de lutte, il en résulte des avantages qui sont plus importants que par exemple dans les recettes municipales et bureaux.

Un centre de tri automatique

Le premier centre de tri automatique (CTA) a été ouvert n 1973 à Orléans-la-Source à titre expérimental. En princie, les CTA sont installés dans les zones industrielles (en onséquence de quoi, les entreprises se trouvent considéralement gênées par les grèves).

De plus en plus, les CTA se substituent aux centres de ri ordinaires. En général, ce sont de petits centres, pas plus le 400 personnes en général, tandis que les centres de tri orlinaires peuvent regrouper plus de 2 000 postiers, comme 'est le cas à Paris-PLM ou bien à Paris-Austerlitz.

La productivité du travail y est nettement accrue à cause d'une mécanisation du travail très poussée. Un travail très fatigant physiquement et nerveusement subordonné au rythme des machines. Les CTA rattrapent le retard technologique des opérations de tri traditionnelles et les rapports hiérarchiques y sont très proches de ceux qu'on connait à l'usine.

Centres de tri de la région parisienne

Les postiers tiennent bon !

MERCREDI matin, le mouvement de grève dans les centres de tri de la région parisienne tenait bon. Dans la banlieue, la grève se poursuivait à Trappes, Evry, Issy-les-Moulineaux, Créteil, Bobigny et Pontoise. Dans Paris même, il est est de même à Paris-Brune, Austerlitz, Paris-Est, Tolbiac, Le Landy. Les revendications portent sur les conditions de travail et les salaires. Les agents des centres de banlieue exige un règlement intérieur qui fixe leurs positions de travail une fois pour toutes. Actuellement, les directions de ces centres, mettant à profit l'absence d'un tel règlement, les promènent d'une position à une autre au gré des besoins. Cela leur permet de supprimer les temps morts et de pallier ainsi l'insuffisance des effectifs.

L'augmentation de ces derniers est une revendication de base dans tous les centres. La réduction du temps de travail à 35 heures par semaine, à 30 heures pour les brigades de nuit, est une revendication très appuyée. Enfin, les postiers, dont les salaires sont bas en règle générale, demandent une indemnité de vie chère de 500 F par mois.

Les Unions régionales CGT-CFDT appellent le personnel des PTT à une manifestation jeudi 8 mars, ministère des PTT.

L'HUMANITÉ ROUGE – Jeudi 8 mars 1979

23e congrès

Où va le PCF ?

L'immeuble du Colonel Fabien. Une maison de verre pas tout à fait transparente.

La tribune de discussion du projet de résolution pour le 23e congrès ouverte depuis le 1er mars dans *L'Humanité* et dans l'hebdomadaire *France-Nouvelle* ne laisse pas prévoir un débat très animé.

A ce jour, les contributions publiées relèvent plus de la défense et de l'illustration des thèses présentées par la direction que du débat critique.

Emanant de militants appartenant à des régions et de branches touchées de plein fouet par la crise capitaliste (sidérurgie, navale...), ces lettres pourraient bien jouer le rôle d'une caution aux orientations de la direction.

En marge du débat officiel, plusieurs initiatives sont prises par des militants critiques. Ainsi, la cellule Pablo Picasso de Montivilliers (Seine-maritime) a mis au point un contre projet de résolution qu'elle s'est décidée à publier.

Le texte, dans son introduction, met en évidence deux courants à la direction du PCF :

« Une ligne opportuniste et révisionniste de droite qui, à terme, fait courir au parti le risque d'une liquidation, ou, ce qui revient au même d'un alignement sur les positions social-démocrates ». Cette ligne *« se heurte, dans le parti, à un courant sectaire, qui s'appuie, à l'occasion, sur les nostalgiques du temps où la défense inconditionnelle de l'URSS et des autres pays socialistes était une tâche fondamentale (...) Ce courant vise à l'isolement et au repli des forces ouvrières ».*

Les militants critiques de l'UEC, regroupés à Bordeaux, autour de la revue *Positions* organisaient le week-end passé un colloque sur le rôle du PCF.

L'un des participants déclara entre autres : *« Combien de camarades qui se posent des questions n'ont qu'Elleinstein à se mettre sous la dent ?*

Par ailleurs, s'ils se sont déclarés favorables à la réflexion collective, les participants ont rejeté l'idée de s'organiser en tendances. Quant au 23e congrès, l'opinion exprimée, c'est qu'il n'y en a pas, que d'avance tout est joué.

La préparation d'un congrès n'est pas un gadget, Monsieur Marchais. Voilà ce que pensent de nombreux militants qui voudraient que la tribune de l'Humanité soit autre chose que le reflet exact des textes officiels.

Un film original sur l'école et les enfants

« Alertez les bébés »

« *Alertez les bébés* » est un film nouveau, progressiste sur l'école et l'enfant.

L'équipe qui a tourné ce film s'est penchée sur tous les aspects qui donnent un ton nouveau à ce genre de cinéma.

Tout d'abord, au niveau de la forme, il est composé d'un court métrage, « l'enfant prisonnier », représentant l'image traditionnelle de l'école.

Puis un autre film s'enchaine sur celui-ci, entremêlant habilement le jeu de la couleur et du noir et blanc, émaillé de saynettes, d'interviews d'une enseignante du SGEN, d'un psychologue scolaire, d'un professeur de CES, d'enfants et d'une responsable de la Confédération syndicale des familles (CSF).

Un des thèmes du film est la dénonciation de la Pédagogie à partir de Napoléon.

Dans la classe traditionnelle des élèves affalés et baillants subissent le discours du maître vantant les guerres impérialistes de Napoléon.

Dans l'école à structure nouvelle, « démocratiquement, maîtres et élèves choisissent un thème de réflexion. Le choix tombe sur Napoléon. Après étude, un élève lit son texte. Et là, ô miracle... les mêmes louanges vantent les guerres impérialistes du petit caporal.

La morale du film est donc : la forme n'est rien si le contenu n'a pas changé.

L'autre dénonciation du film porte sur la sélection scolaire. Le dossier scolaire – qu'Haby n'a jamais pu mettre en place grâce aux luttes des enseignants et des parents – est vivement contesté. On nous montre comment un gamin peut être fiché dès l'âge de 3 ans jusqu'à la fin de sa scolarité.

La conception de l'intelligence est vivement attaquée aussi. Un enfant d'origine populaire sera catalogué par l'École comme inintelligent, alors que chez lui, il assume parfaitement les responsabilités que ses parents lui confient. Classé terne et peu bavard par l'École, il se montrera actif animateur de jeux avec ses copains dans la rue.

Le film met clairement en lumière que l'École n'est pas adaptée et ne veut pas s'adapter et ne veut pas s'adapter aux enfants du peuple et qu'elle les classe facilement débiles handicapés, etc... »

Nathalie VILLOTIERS

Corse

La neige a bon dos

LES derniers temps, un grand nombre de villages de Corse (à l'intérieur de l'Ile) ont été bloqués par la neige. Certains l'étaient encore au début de la semaine. Les syndicats agricoles (FDSEA, CDJA, MODEF) ont dénoncé les graves carences d'équipement. En effet, les engins de déneigement sont vétustes (et tombent en panne au moment de s'en servir) et peu nombreux ; il y a un manque de personnel, de liaisons radio et de téléphone, manque d'électricité (beaucoup de villages n'en ont pas eu pendant plusieurs jours), pas ou très peu de ravitaillement pour la population et le cheptel (un important bétail est mort de froid, bloqué par une couche de neige atteignant plus d'un mètre cinquante).

Il n'y a que deux hélicoptères qui ont été mis en œuvre : l'été c'est un problème identique avec les nombreux incendies : manque criant de canadairs et aussi de pompiers. Plusieurs villages ont été laissés dans l'isolement complet pendant près d'une semaine. Des toits d'habitations se sont effondrés sous le poids de la neige. Plusieurs zones devraient être déclarées sinistrées avec tout ce qui en découle.

Là où l'on voit encore plus clairement la politique criminelle du gouvernement, c'est que, déjà en mars 1973 il y avait eu d'abondantes chutes de neige, il ne peut donc invoquer d'avoir été pris au dépourvu. En vérité, il laisse l'intérieur se désertifier jugeant que ce n'est pas « rentable », poussant ainsi le peuple Corse à l'exil. En bon capitaliste, il ne se préoccupe que de ce qui lui rapporte de gros profits, c'est-à-dire le tourisme sur la côte et les grandes propriétés viticoles dans la plaine orientale.

Europe

Quand l'Humanité Dimanche reçoit des compliments soviétiques

L'HEBDOMADAIRE soviétique de politique extérieure *Temps nouveaux* publie dans son numéro du mois de février une éloge de la campagne menée par *L'Humanité Dimanche* contre le renforcement de la CEE. D'après *Temps nouveaux*, *« il importe de riposter à la bruyante campagne en vue des élections du Parlement européen de juin prochain que la propagande bourgeoise mène sous ce slogan : "Votez pour votre Europe" »* et le journal conclut : *« L'initiative des journalistes communistes est fort utile, car elle permet aux lecteurs de se faire une idée objective des buts réels de l'intégration en Europe de l'Ouest. Elle rendra aussi un bon service à tous les Français qui jugent que la politique indépendante de leur pays est une condition capitale de la coopération entre les peuples européens ».*

On ne s'attendait pas à tant de sollicitude désintéressée des Soviétiques pour l'indépendance de la France...

Si on fait le compte, le PCF qui est en total désaccord avec le PCI ou le PCE à l'égard de l'Europe n'a de profonde unité de pensée qu'avec un seul (*) parti européen : le parti soviétique !

(*) Ce n'est pas entièrement vrai puisqu'il y a aussi le parti luxembourgeois qui fut le seul en Europe à applaudir l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie.

Garnier (Redon)

70 ouvriers investissent le comité pour l'emploi

HIER, les travailleurs de chez Garnier, ont montré à nouveau leur volonté de lutte contre les licenciements et contre les poursuites policières. En effet, suite à la mise à sac de sa permanence, Madelin, député, jeune loup du PR a engagé des poursuites contre les délégués CFDT.

A 16 heures, lundi, tous les travailleurs de chez Garnier ont débrayé et ont accompagné les délégués à la gendarmerie pour déposer une déclaration.

A 20 h 30, soixante dix ouvriers de Redon ont investi le comité pour l'emploi, réunissant le maire, Tigier, Madelin, sous-préfet, conseillers généraux. Ceci pour lire une déclaration exigeant l'annulation des licenciements et des poursuites des travailleurs de chez Garnier, Madelin se révéla particulièrement répugnant, refusant d'annuler les poursuites tant que les syndicats responsables n'auront pas dénoncé de tels « agissements ».

Quant au comité pour l'emploi refusant de prendre position pour l'annulation des licenciements, il apparait clairement à tous les travailleurs comme du baratin, créé pour tenter de les détourner de la lutte.

Sondages d'opinions

EN ne fait pas d'omelette sans casser d'œufs. De même, M. Beullac, on ne prévoit pas des centaines de fermetures de classes, de très nombreuses suppressions de postes, sans susciter la colère des enseignants et des parents. Beullac qui était en déplacement officiel en Charente, jeudi 1er mars, a été reçu par plusieurs centaines de manifestants CFDT et CGT. Sa voiture a été bombardée d'œufs, une des portes a été enfoncée et les quatre pneus crevés.

Il a dû se sauver de la maternelle qu'il inaugurait par une petite porte dérobée, sautant plusieurs barrières ; il s'est enfin réfugié dans une voiture conduite par un capitaine de pompiers.

Shampoing pour Guichard

LA popularité de Guichard grimpe aussi. Les pompiers du Morbihan ne l'ont pas accueilli avec des fleurs. Mais soucieux de la chevelure de Guichard, ils lui ont envoyé des œufs pourris qui, paraît-il sont très efficaces contre les calvities prématurées...

Un Bonnet en caleçon

LA vague printanière qui s'étend sur la France en ce moment ne laisse pas Bonnet indifférent. Il aurait eu trop chaud ; aussi s'est-il soulagé de ses vêtements, quelque peu aidé néanmoins par les pompiers du Morbihan. Sa dignité ministérielle a dû prendre un coup de se retrouver en caleçon au milieu de la foule !

Les deux dernières aventures ministérielles ont été racontées par Gilles Servat, samedi 3 mars, au gala de soutien de Brissonneau.

ECHOS *des entreprises et quartiers*

Bordeaux

A la Cosaz ça démarre bien

LA Cosaz est une usine de chimie à Bordeaux qui emploie 200 ouvriers travaillant par petites unités bien cloisonnées, avec des horaires différents à la journée, en 2X8, en 3X8. A l'appel du syndicat CGT-Cosaz, vendredi 16 février, les travailleurs ont commencé le mouvement par des débrayages de deux heures. Ceux-ci ont été largement suivis par les travailleurs qui se battent pour des revendications communes et unitaires :

- 500 F pour tous, quel que soit le coefficient ou le collège ;
- Réduction du temps de travail sans perte de salaire ;
- 5e équipe ;
- 33 h 30 pour les postés, 35 h pour le personnel de jour ;
- Extension des droits et libertés des travailleurs et de leurs organisations au sein de l'entreprise.

Depuis, les débrayages continuent et sont suivis par la majorité des ouvriers, ceci malgré les chantages et les pressions de la direction.

A l'exmple des travailleurs de la Lorraine, de la Loire, de la région bordelaise, les ouvriers de la Cosaz sont unis quelles que soient leurs catégories, imposeront leurs justes revendications par la lutte.

Le syndicat CGT Cosaz appelle tous les travailleurs à la solidarité financière et morale.

Photo prise lors de l'intervention des forces de police à l'usine Ericsson-Brest dans la nuit du 1er au 2 mars.

Pyrénées-Orientales

Grève surprise du CES d'Elle

A LA prochaine rentrée scolaire, au CES d'Elle, dans les Pyrénées orientales, trois postes d'enseignants supprimés, trois postes d'agents de service menacés. D'autre part, une classe sera fermée dans le primaire. Sur le département, fermeture de 48 classes primaires et de 33 postes dans le secondaire.

A Perpignan, le lycée technique Al Sol sera fermé à la prochaine rentrée, surchargeant de manière démente les lycées Arago et Lurçat (49 élèves par classe !). Vendredi 2 mars après-midi, 800 élèves du CES d'Elle ont lancé une grève surprise, avec occupation des locaux, banderoles, prises de contact avec les lycéens grévistes d'Al Sol, popularisation de la lutte contre la suppression des postes et la dégradation des conditions de travail. La grève s'est continuée le samedi matin 3 mars. Manifestation prévue lundi soir à 17 h 30 élèves-parents-professeurs, agents de service.

A signaler la grande combativité des élèves qui sont à l'avant-garde de la lutte. Affaire à suivre.

Correspondant d'Elle

(Suite de la page 8)

UN LYRISME VOLONTAIRE

Le vrai déclenchement de la tragédie vient avec le moment où le camion démarre dans le vent de sable, cela marque le déclenchement volontaire du lyrisme, ce lyrisme on le retrouve avec le train dans le désert, la pirogue, le grand panoramique sur Barcelone (premier point de chute européen de Boubakar) on retombe ensuite dans la tragédie, mais on est passé dans une phase lyrique qu'on retrouve dans la montagne avec le passage des Pyrénées jusqu'au torrent. Le compagnon de Boubakar est noyé dans ce torrent. On repasse du drame à la tragédie.

– HR : A qui est destiné ce film ?

Le film est destiné à deux publics : aux Français pour leur montrer la réalité des travailleurs clandestins et aux Africains pour leur montrer ce qui se cache derrière le mythe de Bako. Je n'ai rien fait qui n'ait été approuvé par les acteurs africains. Il n'y a pas une chose qui ne soit vraie. Le film se termine par une phrase de Galley, prononcée il y a quelques années, sur la nécessité des travailleurs sans papiers. C'est un film militant que j'ai fait. Par militant, je veux dire que j'avais un but précis en le faisant. Mais ce n'est pas un film pour militant, c'est un film qui vise un public large qui refuse de rester dans le ghetto où on enferme le film politique.

PRESQUE LA FIN DE BAKO AU COIN DE LA RUE

Pour vous dire que tout est vrai dans le film !

Voici ce à quoi j'ai assisté récemment.

Il y a deux jours, au coin de la rue, un Guyanais respirait de l'éther. Il faisait très froid, il neigeait, les passants ricanaient, un drame autant atroce que banal. Ce gars est venu de la Guyane pour se retrouver, sans papiers, dans un monde inconnu, sans pouvoir communiquer, sans argent ; il se retrouve pieds nus, déguenillé, à respirer de l'éther et dormir dans le métro. C'est la fin de Bako au coin de la rue.

– HR : Et la mise en scène ?

Ce n'était pas un sujet à faire des fioritures, c'est une histoire très simple, je n'avais pas de travelling, je ne me suis pas lancé dans des mouvements de caméra trop compliqués, j'ai choisi le parti de la simplicité. Le seul travelling dont je disposais, je l'ai utilisé à la fin, au service d'un effet dramatique important.

Il y a une progression dans le film. Plus la mise en scène avance, plus elle devient resserrée autour des deux personnages, Boubakar et son compagnon. Au fur et à mesure de l'avancée, cela devient un drame plus classique, alors là, évidemment la mise en scène devient plus autoritaire. Pour la première partie du film, j'ai laissé les acteurs et les gens du village jouer la scène du départ, ils sont habitués à cette cérémonie, ils l'ont fait cent fois. Ils l'ont jouée et on a fait recommencer la séquence en plaçant la caméra sous différents angles.

La fin du film, évidemment, est construite avec plus de gros plans : alors, c'était moi qui plaçais les gens. Je voulais cette progression pour faire entrer le spectateur dans le récit.

– HR : Comment cela, faire entrer le spectateur dans le récit ?

Ce qu'on voit au début quand Boubakar quitte son village, je pense que c'est mieux construit plastiquement, mais c'est finalement ce qu'aurait pu faire un touriste avec sa caméra super-huit et c'est volontairement ainsi.

Après, on suit le personnage, ce n'est pas très tragique, il va à Dakar, ce n'est pas marrant bien sûr. Quand les spectateurs prennent conscience du tragique, ils sont déjà dedans depuis une demi-heure, ils ne peuvent plus en sortir, ils sont pris, sans s'en rendre compte. Ils sont partie prenante du drame de ce travailleur clandestin qui affronte les pires obstacles dans un monde inconnu pour lui.

TOUT EST CENTRE SUR LE PERSONNAGE

Il y a des touches dramatiques, il se fait voler,etc. Il y a peu de très grands plans, même sur le port de Dakar quand on voit les dockers africains porter des sacs de blé. Tout est centré sur le personnage, cela amorce le tragique. Il ya des touches dramatiques : la scène où Boubakar se fait assommer par les marins. Là, déjà, les spectateurs réagissent.

(1) La commission d'avance sur recettes : commission nommée par le ministre de la Culture pour examiner les scénarios et en financer une partie. Elle finance quarante films par an, soit 10 % des films présentés.
(2) Panoramique : mouvement de la caméra qui pivote sur son axe, de gauche à droite ou de bas en haut.
(3) Travelling : mouvement de la caméra qui se déplace soit sur des rails, soit sur une grue ; travelling latéral : parallèlement au décor, travelling arrière (s'éloignant de l'acteur) ou avant (se dirigeant vers lui).

BLOC-NOTES

MONTROUGE
Du 5 au 17 mars : La Chine à Montrouge.

Exposition : xylographies sur soie à la bibliothèque municipale (vernissage mardi 6 mars à 18 h 30) - 32, avenue Gabriel Péri. Affiches chinoises à la MJC - 88, rue Racine. Conférence de madame Hélène Marchisio, secrétaire générale de l'Association des amitiés franco-chinoises *« La Chine d'aujourd'hui »* vendredi 16 mars à 20 h 30 à la bibliothèque municipale.

Organisés par l'Association des amitiés franco-chinoises et la Maison des jeunes et de la culture de Montrouge.

TOURS
Meeting de soutien au Cambodge.

Armées vietnamiennes et russes hors du Cambodge.
Le 8 mars 1979 – Salle Balzac, rue Léonard de Vinci - 37000 Tours.
Projection débat avec la participation d'un membre des patriotes kampucheans.
Organisé par l'AGEG (association générale des étudiants gabonnais) le PCML et le PCRml.
Au cours de la réunion il y aura également un exposé sur la situation en Erythrée.

FRANCE-CAMBODGE

Des lecteurs nous ont écrit après la publication du communiqué de l'assemblée générale de France-Cambodge condamnant l'agression vietnamienne contre le Kampuchea démocratique pour connaitre l'adresse de cette association en vue d'y adhérer. C'est bien volontiers que nous la leur communiquons. : Association France-Cambodge - 94, rue de Buzenval - 75020 Paris.

NOTE DE L'ADMINISTRATION

L'administration du quotidien rappelle à tous ses correspondants plusieurs règles simples, pour accélérer son travail et rendre plus facile sa tâche.

– 1. Quand vous envoyez de l'argent au journal (virement postal, chèque bancaire, mandat lettre, mandat carte) n'oubliez pas d'accompagner ceux-ci avec une feuille séparée indiquant à quoi correspond votre règlement (souscription, règlement de vente de l'Humanité rouge quotidien ou bimensuel, règlement de brochures, etc.) ne pas écrire ces indications au talon des mandats cartes, virement postaux et chèques bancaires, seule l'administration du journal est intéressée par ces renseignements.

– 2. Etre toujours précis dans vos commandes. *L'Humanité rouge* ne traite que les commandes concernant le quotidien, le bimensuel, les affiches centrales, les tracts, la souscription, les abonnements et c'est tout. Pour ce qui concerne d'autres revues ou publications, il faut s'adresser soit aux « Herbes sauvages », à *Prolétariat* ou à la *Faucille* en fonction des secteurs intéressés.

– 3. Respecter les délais pour les règlements du matériel, notamment pour le bimensuel, pour la souscription, pour les cartes postales ou pour les calendriers.

– 4. Pour les commandes spéciales du quotidien ou bimensuel, le dernier délai pour les commandes est à 11 h 30 le jour de la sortie du quotidien demandé ou du bimensuel (le mardi).

– 5. Pour la correspondance, inscrire sur l'enveloppe si c'est pour la rédaction ou pour l'administration cela accélère l'acheminement de la correspondance.

– 6. S'il doit y avoir une correspondance commune rédaction-administration séparer les deux types de correspondance avec un enveloppe intérieure qui séparera les deux secteurs.

– 7. Pour les réabonnements, si vous n'utilisez pas les formules de réabonnement qui vous sont adressées une quinzaine je jours avant la fin de votre abonnement indiquez si vous vous réabonnez, qu'il s'agit d'un réabonnement, cela évite de retaper une carte qui existe déjà et qui est encore utilisable. (A moins d'un changement d'adresse bien sûr).

Toutes ces mesures simples bien appliquées éviteront les erreurs, les courriers aller et retour pour des demandes d'explication, les retards, confusions, perte de temps, perte d'efficacité.

Prenez contact avec le Parti communiste marxiste-léniniste

NOM. . . . . .
PRÉNOM. . . . . .
Lieu de travail. . . . . .
Adresse . . . . . .
Code postal . . . . . .

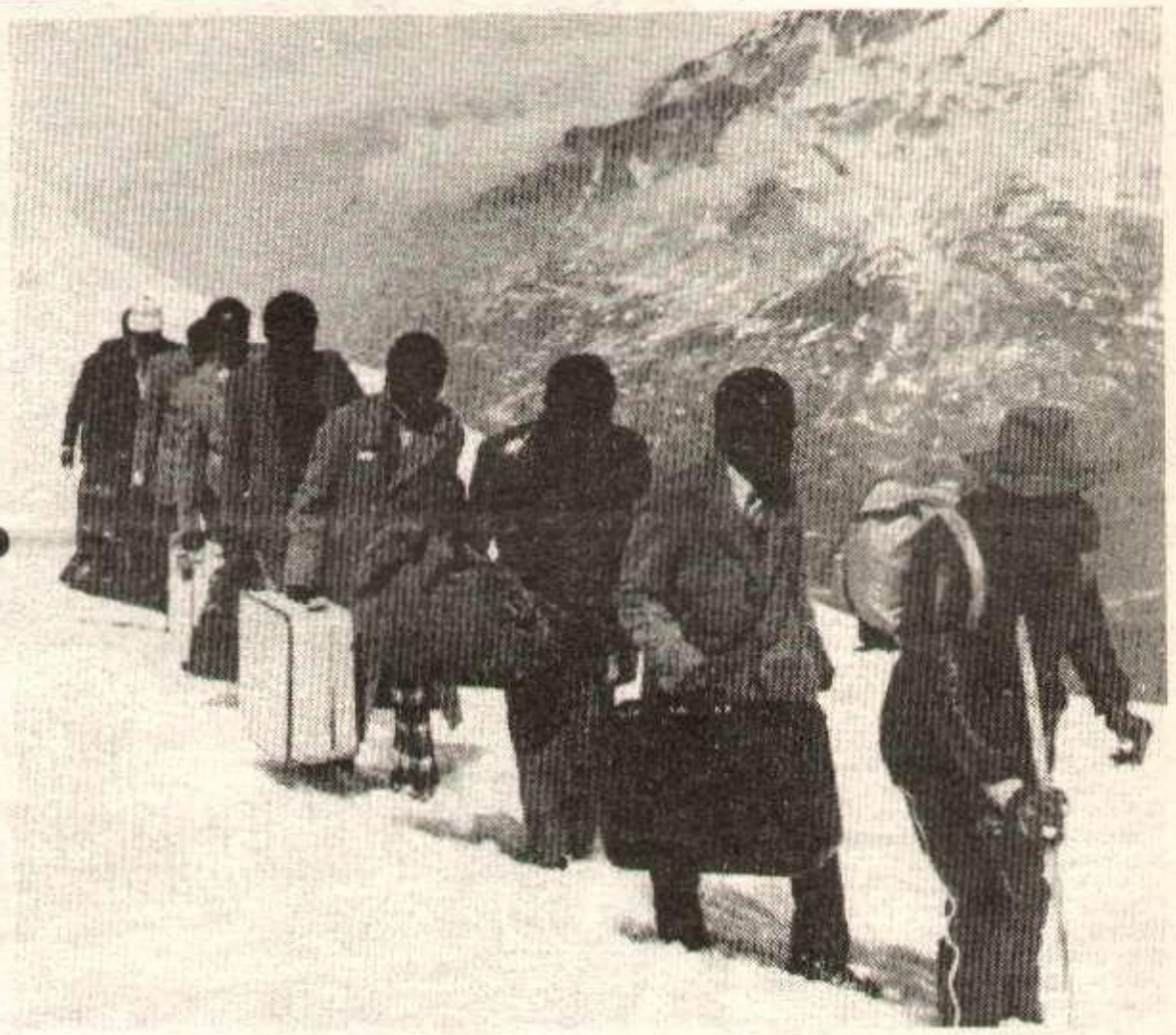
(A retourner à la boite postale de l'Humanité rouge).

l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson
Front ouvrier : Gilles Carpentier - International : Annie Brunel
L'Humanité rouge - Pour toute correspondance :
BP : 61 75861 Paris cédex 18
CCP : 30 226-72 D La Source
Tel : 205-51-10

Directeur de publication : André Druesne
Commission paritaire No 57 952
Distribution NMPP
Imprimerie La Nouvelle
Dépot legal 1er trimestre 1979

Le tragique voyage de Boubakar le clandestin



Dans la neige des Pyrénées, à travers les torrents, le terrible voyage des travailleurs immigrés clandestins, reconstitué par Jacques Champreux.

QUAND le petit-fils du créateur de Fantomas et de Judex, Jacques Champreux, lui-même comédien, cascadeur, acteur et scénariste décide de réaliser lui-même ses films, refait-il un Fantomas ? Eh bien, non. Il s'associe avec les plus grands comédiens africains pour reconstituer et suivre pas à pas à travers l'Afrique, l'Espagne et les Pyrénées, la filière des travailleurs clandestins. Cela donne Bako, où, sur le rythme d'un film d'aventures, d'une façon captivante et poignante, J. Champreux suit Boubakar dans son tragique voyage de son village du Sahel à Paris. Il nous a raconté l'histoire de son film. Elle est passionnante.

A Paris, capitale des mirages, Boubakar va connaître bien des déboires. Des milliers de travailleurs africains passent par là.

Bako ou l'autre rive

Bako : ce mot bambara, signifie l'autre rive. Il est employé par les émigrants clandestins maliens (ou de langue bambara) pour désigner la France, Paris, but de leur voyage. Bako, c'est le mirage de la grande ville occidentale pour un villageois de la vallée du fleuve Sénégal, Paris-les-filles, Paris-les-beaux-costumes. Bako, c'est tout simplement la ville où il ne fait pas faim, où l'on peut travailler pour nourrir sa famille, son village, pour payer sa dot. Bako, c'est le voyage de Boubakar. Pour survivre, pour nourrir les siens, il doit s'expatrier. C'est la tragique odyssée de Boubakar que nous dépeint Jacques Champreux.

A pied, dans le désert saharien, en camion bâché, en barque, dans le bouge d'un passeur maquereau à Barcelone, dans la neige des Pyrénées à travers les torrents, Jacques Champreux a reconstitué le terrible voyage des travailleurs africains clandestins. Souvent, à Bako, c'est la mort qui est au rendez-vous, mort d'épuisement, de faim, de froid, de tuberculose.

Bako a obtenu le prix Jean Vigo 1978. Il a eu une mention spéciale du jury au festival de Locarno en 1978. La grande presse a été unanime pour en reconnaître la puissance d'évocation.

— HR : Comment vous est venue l'idée de Bako ?

Je suis un raconteur d'histoires et non pas un théoricien. J'ai toujours eu une vieille passion pour le mélodrame, pour le roman populaire. Avec « *L'Homme sans visage* » que j'ai réalisé avec Franju en 1969 pour la télévision, je voulais faire une grande coupe verticale de la société, un peu comme l'avait fait Eugène Sue à son époque, quelque chose comme « *Les Mystères de Paris* » de notre temps. Les travailleurs immigrés clandestins y avaient leur place. Ils étaient victimes de « *l'homme sans visage* » qui les enlevait, puis les confiait à son « *bon docteur* ».

Ce dernier les transformait en automates qui formaient l'armée du crime de « *L'Homme sans visage* ». C'étaient les seules personnes qui pouvaient disparaître sans laisser de trace. C'était pour moi une façon symbolique de sensibiliser l'opinion sur les travailleurs clandestins. Dans ce film, il était prévu le passage des Pyrénées, puis, le feuilleton a été réduit de plus de la moitié. Mais il m'a permis de rencontrer *Cheick Doukouré* qui m'a dit : « *Si ça t'intéresse, je peux te documenter* ». C'est comme ça qu'on fait le scénario.

— HR : Pourquoi un tel film maintenant, sur un sujet si peu commercial et en plein climat raciste et xénophobe ?

Tout d'abord, il faut dire que j'ai habité Montmartre de 1941 à 1968. Le quartier de la Goutte d'Or n'était pas loin, où s'entassent les Nord-Africains dans ces taudis qui n'ont pas changé depuis Zola. Et dans les années cinquante, il suffisait de quelques pas hors des portes pour découvrir les bidonvilles de la banlieue nord. Ensuite, quand on a aménagé ici, quartier de la Bastille, il y a dix ans de cela, c'était l'époque où les clandestins portugais arrivaient à Paris.

On les montait en taxi comme dans Bako. Ils erraient dans les rues, ne parlant pas un mot de français, un papier avec une adresse à la main qu'ils montraient aux passants. C'était l'époque de « *O Salto* » de Christian de Challonges.

JE VOULAIS UN SUJET ASSEZ SOLIDE

C'est mon premier film, je voulais un sujet assez solide. De nombreux films ont déjà été faits sur les travailleurs immigrés à Paris. C'est pour cela que j'ai décidé de traiter du voyage des clandestins africains, sujet qui n'avait jamais été abordé. Bien que tout soit basé sur des témoignages et que tout ce que l'on raconte dans le film soit vrai, c'est tout de même un film d'aventures.

Je voulais faire un film efficace, je suis un conteur d'histoires, j'ai préféré utiliser la forme de la fiction plutôt que le documentaire, une approche sentimentale, romanesque... et romantique de la question.

— HR : Comment avez-vous pu réaliser le film ?

Le Sénégal est co-producteur du film, j'ai eu l'avance sur recettes, une prévente à Antenne 2 pour « *Les Dossiers de l'écran* », le ministère de la Coopération a participé et Orpham-productions. Le budget étant couvert intégralement avant le tournage. Durée du tournage : trois semaines.

— HR : Comment avez-vous procédé techniquement ?

On avait une équipe extrêmement légère au niveau du matériel, avec quand même un groupe électrogène prêté par la société nationale (SNCS)) du cinéma sénégalais, un matériel impeccable. On est parti dans le village où on couchait avec les gars, on dormait par terre. C'était une équipe de choc très coopérative. On était tous un peu co-scénaristes. Cheik Doukouré m'a aidé à recueillir des témoignages de travailleurs africains à Paris, Siddiki Bakaba a reconstitué la filière des travailleurs clandestins à travers l'Afrique et l'Espagne.

(Suite page 7)